

*Une délégation de FO Énergie et Mines conduite par les secrétaires fédéraux Jacky Chorin et Jean-Pierre Damm accompagnés de Patrick Mathieu, secrétaire du Comité d'Entreprise et du syndicat FO de TIGF, filiale de stockage et de transport gaz de Total a été reçue mercredi 31 octobre dans l'après-midi par Christophe Schramm et Charles-Antoine Goffin, conseillers techniques du Ministre de l'Énergie, de l'Écologie et du Développement Durable Delphine Batho.*

*L'objet de cette réunion était de porter les revendications de FO Énergie et Mines et des salariés que nous représentons sur le plan industriel et social dans un contexte particulièrement inquiétant pour nos entreprises.*

La délégation FO Énergie et Mines a d'abord situé son intervention par rapport à plusieurs questions déjà présentes ou qui pourraient intervenir dans le cadre du débat national sur l'énergie lancée par les pouvoirs publics.

C'est ainsi que nous avons clairement rappelé **notre opposition à la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim**, dont la sûreté est reconnue par l'Autorité de Sûreté Nucléaire moyennant certains travaux. FO a souligné avec force que le maintien d'une telle décision serait incompréhensible pour les agents travaillant dans les centrales nucléaires qui se dévouent tous les jours pour que nos centrales continuent à assurer le kwh parmi les plus bas d'Europe avec un niveau de sûreté exigeant.

FO Énergie et Mines a également tenu à marquer son hostilité **à toute remise en cause de monopole de distribution au profit d'ERDF ou de GRDF** dans le cadre du débat énergétique ou du projet de loi sur la décentralisation annoncé pour bientôt. Nous considérons que ce monopole est indispensable pour assurer nos missions de service public et que rien ne justifie de revenir à un modèle d'organisation qui a prévalu avant-guerre.

FO Énergie et Mines a également profité de cette réunion pour demander à la ministre qu'elle **renonce à la proposition de loi sur la tarification progressive de l'électricité et du gaz**, qui porte atteinte à l'égalité entre les citoyens et s'inscrit dans une remise en cause de la péréquation des tarifs.

FO Énergie et Mines a en revanche indiqué **sa disponibilité pour échanger avec les pouvoirs publics sur les solutions permettant d'éviter l'ouverture à la concurrence des concessions hydro-électriques**. En effet, cette ouverture décidée par le gouvernement précédent n'a rien d'une fatalité et elle serait désastreuse pour le service public, les personnels et les usagers.

FO Énergie et Mines a ensuite longuement interpellé le cabinet sur deux dossiers industriels et sociaux d'actualité, l'avenir de TIGF et de celui de la SNET.

**S'agissant de TIGF**, FO Énergie et Mines, qui est l'organisation majoritaire de cette société a rappelé son refus de toute cession de la part de Total qui interviendrait quelques mois seulement après que Total se soit mis en conformité avec la troisième directive européenne qui concernait en particulier l'indépendance managériale des filiales réseaux des groupes intégrés. Rien ne justifie par conséquent cette volonté de Total qu'il se sépare aujourd'hui de sa filiale en abandonnant brutalement sa présence historique en France dans le développement des infrastructures gazières stratégiques.

FO Énergie et Mines s'est en outre inquiétée du manque total de transparence de la procédure lancée par Total censée être conclusive en termes de consultation du Comité d'Entreprise dès la mi-janvier 2013. Aujourd'hui, les salariés et le CE apprennent au fil des communiqués de presse, la liste des prétendants à cette reprise, mais Total n'envisage même pas que le CE ait un quelconque droit d'auditionner ces sociétés sur leur projet économique et social ni même que le CE puisse connaître le cahier des charges sur la base duquel ces sociétés ont répondu. Que deviendraient les emplois de TIGF et les risques de « doublons » en fonction de tel ou tel repreneur ? Quid des 135 M d'euros dépensés chaque année par TIGF en prestations dans le Sud-Ouest au bénéfice de l'activité locale ? Y a-t-il des obligations en termes de profil des repreneurs, par exemple devront-ils être des industriels avec un vrai projet social ou bien de simples opérateurs financiers peuvent-ils être candidats ? Rien de cela n'est connu !

Pour FO Énergie et Mines, le Gouvernement (Ministères du Redressement Productif et de l'Énergie) ne doit pas rester muet, car TIGF, bien que privé, assume des missions de service public en matière de transport et de stockage du gaz. Le gouvernement doit faire pression sur Total pour que cette société renonce à son projet et qu'en tout état de cause, elle accepte de donner au CE, en toute transparence, les informations relatives au projet de cession avec les dossiers des repreneurs candidats et qu'elle assume pleinement ses responsabilités envers les personnels (maintien de leurs garanties conventionnelles) et le bassin d'emploi palois et plus largement du Sud-Ouest.

**S'agissant de la SNET**, ancienne filiale des Charbonnages de France privatisée au profit de l'espagnol Endesa puis de l'allemand Eon, FO Énergie et Mines qui est la seconde organisation de cette société, s'est vivement opposée au projet de réorganisation des activités de production d'électricité à partir du charbon.

Pour FO Énergie et Mines, c'est un plan social visant à supprimer à terme 535 emplois sur 880 et qui avait été lancé sous le Gouvernement précédent, dont il est question aujourd'hui !

FO Énergie et Mines a interpellé fermement le gouvernement sur les raisons de plus en plus douteuses qui le poussent à refuser d'expertiser, comme le demandent les syndicats et l'ensemble des élus politiques de régions concernées, l'offre de reprise, par la société Sparkling, des actifs qu'Eon veut fermer. Quels intérêts se cachent donc derrière ce refus incompréhensible pour tous les salariés et plus largement tous ceux qui se sont penchés sur ce dossier ?

FO Énergie et Mines a en outre indiqué que l'existence d'un plan social de la part de l'électricien allemand était clairement un coup dans le statut des IEG qui n'a jamais prévu de licenciements économiques. Dans ces conditions, c'est là une agression sans précédent contre nos garanties collectives.

FO Énergie et Mines a également souligné qu'il était inacceptable que les Ministres concernés et notamment Arnaud Montebourg et Delphine Batho n'aient toujours pas donné suite à la demande de rencontre de tous les syndicats de la SNET. Faudra t-il que les salariés se mettent en grève pour qu'un Ministre de gauche daigne les recevoir ?

FO Énergie et Mines a enfin tenu à souligner que l'attitude d'Eon constituait un mépris à l'encontre du Gouvernement lui-même et du Ministre du Redressement Productif qui avait annoncé récemment devant les élus concernés le lancement d'une mission sur l'avenir des centrales thermiques. Le débat sur l'énergie devant se terminer mi-2013, rien ne justifie la précipitation d'Eon. FO Énergie et Mines demande clairement à l'électricien allemand de respecter les règles de notre pays et notamment en termes de dialogue social et industriel. Ou alors, c'est que la mission annoncée par M. Montebourg est de la poudre aux yeux !

**Pour conclure sur ces deux dossiers brûlants (TIGF et la SNET), le Gouvernement doit mesurer la colère et le sentiment d'abandon et de trahison des personnels face à ces provocations. Les salariés attendent maintenant autre chose que des bonnes paroles. Ils attendent au contraire un réel changement et que l'État assume pleinement son rôle face à des opérateurs privés pour qui seul le profit compte.**

La **Solidarité**  
a de l'**Avenir**